

Nos valeurs : l'ouverture, la loyauté, l'engagement, l'esprit d'équipe





Plan de la discussion

- Discussion de deux papiers en lien avec les débats d'actualité sur la zone euro et son architecture :
- The analytics of the Greek Crisis, Pierre-Olivier Gourinchas, Thomas
 Philippon, Dimitri Vayanos
- Cross-border risk sharing after asymetric shocks: Evidence from from the euro area and the United States, Plamen Nikolov

Interaction entre les deux travaux et réflexions plus générales sur la zone euro et de son architecture



1. The analytics of the Greek crisis

- Retour sur la dynamique macroéconomique de la crise grecque et comparaison de la crise grecque avec les autres grandes crises ayant affectés d'autres pays (émergents et avancés) depuis 1980 :
 - Analyse des évolutions macroéconomique pré-crise et post-crise en Grèce
 - Comparaison avec autres épisodes de crise: caractère significativement plus récessif et prolongé de la crise grecque ; analyse intéressante sur le rôle du taux de change
- Identification des différents déterminants et facteurs expliquant la récession grecque à l'aide d'un modèle DSGE
 - Première phase (2008-2013) : consolidation budgétaire et augmentation des coûts de financement du secteur privé ("sudden stop") ;
 - Seconde phase (2013-2015): facteurs domestiques => rigidité des prix et résorption lente des prêts non performants.
- Etude de contrefactuels pour comprendre les spécificités de la crise grecque :
 - la sévérité de la crise grecque serait essentiellement liée au niveau élevé de l'endettement (privé et public) au début de la crise.

 TRÉSO

1. The analytics of the Greek crisis

- Un modèle qui réplique les principaux mécanismes macroéconomiques:
 - agents hétérogènes ; intermédiation financière non triviale ; défauts endogènes
 - chocs multiples estimés simultanément
- Absence de microfondation pour la modélisation des défauts et le comportement des banques
- Calibration et estimation de nombreuses variables → comment évaluer la robustesse du modèle?
- Chocs : l'estimation simultanée intègre les interactions entre les différents chocs → quid des contrefactuels fondés sur l'annulation d'un choc ?
- ▶ Le modèle est entièrement déterminé par les dynamiques de la demande → intégration d'un tendanciel d'offre pour décrire la faiblesse de la reprise (effets d'hystérèse) ?



1. The analytics of the Greek crisis

- Un exercice de modélisation à interpréter avec beaucoup de précaution étant donné la complexité des cadres institutionnel et politique dans le cas grec
- Contexte spécifique du programme d'assistance financière:
 - Règle de dépense publique du gouvernement dans le modèle vs. prêts concessionnels et conditionnalités du programme ;
 - Quel est le rôle de la politique monétaire dans le modèle?
- Contexte institutionnel grec: le risque de sortie de la zone euro
- Concomitance avec la crise souveraine en zone euro au-delà des chocs idiosyncratiques sur la Grèce.

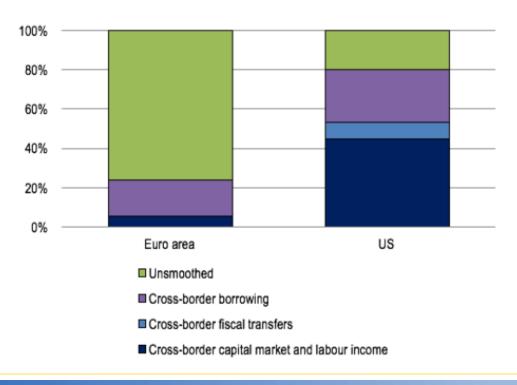


- Le partage des risques macroéconomiques pour absorber les chocs asymétriques est fondamental en Union Monétaire.
- Identification claire des différents mécanismes de partages des risques en Union monétaire :
 - Mécanismes privés : marchés de capitaux, marchés du crédit, travail transfrontalier
 - Mécanisme publics: transferts budgétaires
- Analyse empirique et comparaison avec les Etats-Unis qui sont utilisés comme benchmark :
 - Définition adoptée du Risk-sharing = Amortissement de l'effet sur la consommation d'un choc de production
 - Méthodologie et canaux identifiés à partir d'une identité de comptabilité nationale



- Les conclusions de l'analyse apparaissent claires
 - Le risk-sharing est relativement faible en zone euro comparé aux Etats-Unis
 - Le risk-sharing privé est une priorité étant donné une plus faible efficacité du risk-sharing public via des transferts budgétaires

Figure 2 Cross-border risk sharing through different channels (% of total asymmetric shock to output)





- La méthodologie utilisée (Asdrubali & Al) n'est pas consensuelle et pourrait souffrir de plusieurs limites, comme exposé par l'OFCE :
- ► I Surestimer et ne pas évaluer précisément l'efficacité des canaux financiers du risk-sharing, en particulier aux Etats-Unis:
 - L'efficacité du risk-sharing des revenus transfrontaliers du capital et du travail est mesuré conjointement et n'est donc pas distingué;
 - Les transferts transfrontaliers financiers (capital et crédit) provenant d'un autre Etat américain ou du reste du monde ne sont pas séparés.
 - Comparaison US/Zone euro difficile : Une partie des revenus transfrontaliers de capital au sein des Etats-Unis est liée à des transferts d'intérêt et de dividendes sur des fonds de retraites privés, alors que les dépenses retraites sont le plus souvent dans la sphère publique en Europe.
- II Sous-estimer les cycles économiques régionaux et ne pas distinguer les chocs symétriques et asymétriques

¹ OFCE 2011: « Partage du risque interrégional, une étude des canaux budgétaires et financiers aux États-Unis et en Europe » de Mickaël Clévenot, Vincent Duwicquet.



- Le risk-sharing et l'efficacité des différents canaux restent difficile à évaluer, comme le témoigne d'autres études avec résultats très divergents:
 - Evaluation de l'OFCE en 2011 : Aux US, l'efficacité du risk-sharing public via des transferts budgétaires transfrontaliers est de 40 % à 70 % contre 10 % pour les transferts financiers transfrontaliers (résultat similaire à Sala-i-Martin et Sachs (1992) pour lesquels ces transferts budgétaires réduisent les chocs régionaux sur les revenus de 35%).
- Les agents détenant des actifs à l'étranger ne sont pas nécessairement ceux qui ont la propension la plus forte à consommer en cas de chocs. Cela pose la question de la redistribution au sein des pays.
- L'intégration budgétaire, et son corollaire d'intégration politique, favorise une plus grande stabilité et contribue donc indirectement au renforcement de l'intégration financière et du risk-sharing privé.



3. Synthèse

- Interaction entre les deux travaux : Une intégration financière parfaite aurait-elle permis d'éviter ou de limiter la crise grecque?
 - De manière paradoxale, l'intégration financière a contribué au "sudden stop", qui apparaît comme un facteur déterminant dans la sévérité de la crise grecque => l'intégration financière doit être faite correctement.
 - L'intégration financière ne suffit sans doute pas à garantir pleinement l'intégrité de la zone euro, alors que le risque de sortie de la Grèce a joué un rôle clé dans la crise.
- Néanmoins, le partage de risques financiers par le secteur privé favorise clairement la résilience d'une union monétaire :
 - Réduit l'effet récessif (et accélérateur) de l'effondrement de l'investissement et du crédit en période de crise ;
 - Favorise le découplage de la boucle souverain-bancaire et réduit la fragmentation financière.



10 11 janvier 2017

3. Synthèse : quelle(s) intégration(s) pour garantir la stabilité de la zone euro ?

- Le renforcement de l'intégration financière suffit-il pour autant ?
 - L'intégration financière ne pourra pas être totale tant que l'intégrité de la zone euro ne sera pas assurée.
 - L'absorption des chocs asymétriques passe également par le jeu des stabilisateurs automatiques, qui peuvent être contraints au niveau national, notamment avec l'héritage de la crise.
 - L'intégration budgétaire, un complément utile, voire nécessaire, à l'intégration financière?
- Par-delà la gestion des chocs asymétriques, les dynamiques divergentes en zone euro pourraient fragiliser la cohésion de l'union économique et monétaire à moyen terme?
 - La relance du processus de convergence entre les pays de la zone euro pourrait être facilitée par une capacité budgétaire commune d'investissement.

